

Charlie

Un défi à l'impuissance

Annick Stevens

LE 7 JANVIER 2015 A ÉTÉ, POUR LE COLLECTIF DE *RÉFRACTIONS*, le début d'échanges intenses où se sont exprimés à peu près tous les sentiments et toutes les tentatives d'analyse que l'on a pu lire par ailleurs dans les textes innombrables qui ont circulé dans la presse et sur le net. Avions-nous un point de vue différent en tant qu'anarchistes ? Ce ne semblait pas être le cas, en tout cas au début, où nous partagions avec tout le monde la stupeur, la tristesse, l'indignation, et avec les gens de gauche la dénonciation des conditions sociales, économiques et politiques qui fabriquent des révoltés violents, ainsi que l'inquiétude vis-à-vis des réactions prévisibles de la population (animosité antimusulmans) et de l'État (renforcement des mesures anti-terroristes, appel aux valeurs nationales, dérives sécuritaires et ethnocentristes). L'ampleur sans précédent des réactions populaires, dans un monde soumis quotidiennement aux massacres et exécutions sommaires, pose la question de comprendre ce que cet événement avait de spécifique pour motiver une telle démonstration d'émotions¹.

1. Le présent texte se concentre sur l'attentat contre *Charlie Hebdo*, précisément pour cette singularité ; le massacre de l'Hyper Casher, bien qu'il y soit lié et ait été dénoncé conjointement, demande une tout autre analyse, autour de la persistance de l'antisémitisme.

Plusieurs d'entre nous ont participé aux manifestations, d'autres n'ont pas pu ou pas voulu, mais aucun ne les a condamnées. D'après ces témoignages et bien d'autres, il semble qu'une partie importante des manifestants n'était pas dupe des tentatives de récupération par le gouvernement ni réjouie de se trouver aux côtés de chefs d'État champions de l'oppression des libertés. La compassion et la solidarité ont certainement été parmi les moteurs principaux des grands rassemblements. C'est ce qu'exprime d'abord le slogan « Je suis Charlie » : je me mets à la place des personnes assassinées, j'éprouve ce qu'elles ont éprouvé, je suis atteint par ce qu'elles ont subi comme si cela m'était arrivé à moi. Ensuite, « Je suis Charlie » veut dire aussi : « Je ne veux pas vivre dans un pays où l'on peut être tué pour ses idées », je veux que l'œuvre de *Charlie Hebdo* se poursuive, que d'autres reprennent le flambeau. Certes, la plupart des gens qui ont manifesté pour défendre la liberté d'expression ne l'utilisent pas eux-mêmes. Ils ont bien sûr des opinions, ils en discutent peut-être avec leurs proches, mais ils ne les expriment pas publiquement et donc risquent très peu d'attirer l'attention au point d'être tués pour elles. Mais il est extrêmement précieux pour tous que ceux qui le désirent puissent exprimer publiquement leurs critiques, aussi radicales soient-elles, de n'importe quel aspect de la société. En ce sens, ces manifestations sont rassurantes quant à la disposition critique de la population en général. Par ailleurs, la tentative d'associer au « Je suis Charlie » un « Nous sommes la France » a eu très peu de succès, et le fait même d'avoir évité le pluriel « Nous sommes Charlie » est révélateur d'un refus de constituer un bloc identitaire opposé à un autre bloc désigné comme l'ennemi : le « je » permettait l'appropriation individuelle, chacun pouvait y mettre ce qui lui était propre tout en acceptant que les autres y mettent autre chose.

Il est clair cependant que ces mêmes personnes n'ont pas manifesté pour d'autres assassinats d'opinion, pour d'autres libertés d'expression opprimées. On peut essayer de comprendre pourquoi. Il est rare qu'un massacre d'une telle ampleur, sans rapport avec les motivations habituelles du gangstérisme, se passe si « près de chez nous ». Les assassinats de journalistes, de syndicalistes, de militants des droits de l'homme sont monnaie courante dans de nombreux pays où règne une violence endémique, sur lesquels nous avons désespéré d'avoir la moindre influence. Mais ici, du moins, il semble qu'il soit encore possible d'agir pour empêcher

que des personnes publiques soient tuées pour ce qu'elles font, même si l'on n'approuve pas totalement ce qu'elles font. La mobilisation est proportionnelle au sentiment qu'on a de pouvoir être entendu, d'avoir une prise sur les événements ; la démobilisation est toujours signe d'impuissance. Il est important de noter cependant que le choc de l'événement semble bien avoir intensifié des campagnes de soutien en faveur de victimes de la répression de l'opinion, en particulier le blogueur Raïf Badawi condamné par l'Arabie Saoudite à dix ans de prison et mille coups de fouet pour « apostasie » et critique du régime.

UNE NOUVELLE FORME DE GUERRE

Dans les journaux étrangers, les commentaires ont rappelé à bon escient qu'il fallait tenir compte de l'influence du contexte international : plusieurs régions du monde, et en particulier de pays musulmans, sont dévastées par des guerres dans lesquelles la responsabilité de la France est manifeste. Un journaliste algérien fait directement le lien avec les massacres de janvier :

« La France est en guerre et, de cela, beaucoup trop de gens ne sont pas conscients, pensant, naïvement, que leur pays est un havre inattaquable et étanche. On pourra discuter longuement si ces interventions à l'étranger sont légitimes ou non. Le fait est qu'elles exposent l'Hexagone à des attaques et à des représailles. [...] En ce sens, la question des caricatures publiées par *Charlie Hebdo* n'est qu'un prétexte et les dirigeants français semblent réticents à expliquer cela à leur peuple. » (Akram Belkaïd, dans *Le Quotidien d'Oran* du 15 janvier).

Que des attaques contre des symboles de l'État français ou même contre des Français quelconques à l'étranger constituent des représailles pour la politique impérialiste de la France, cela fait peu de doute, comme cela faisait peu de doute pour l'attaque des Twin Towers contre l'impérialisme étatsunien en 2001. Le cas de *Charlie Hebdo* est cependant différent, car c'est personnellement que le dessinateur Charb était condamné par une *fatwa*, et non en tant que Français, et de même c'est pour leur participation personnelle au journal que les membres de l'équipe ont été massacrés. Cela n'aurait rien changé si la France avait été un pays s'abstenant de tout interventionnisme.

S'il est néanmoins vrai que la situation internationale a favorisé le massacre, c'est pour une tout autre raison, à savoir que les caricatures de *Charlie* se sont trouvées diffusées dans des milieux auxquelles elles n'étaient absolument pas destinées. La raillerie féroce, égrillarde, intégralement irrespectueuse de ces dessins avait cessé d'être dangereuse pour la vie de ses auteurs dans une société où un combat de plusieurs siècles pour la liberté de critique avait fini par aboutir à ce privilège historique d'une certaine tolérance² – les repréailles des victimes vexées s'exprimant à coups de procès mais pas d'arrestations ni d'exécutions sommaires.

Cette tolérance envers la moquerie humoristique est très loin d'être acquise partout dans le monde, alors que les moyens de diffusion ne connaissent plus aucune frontière. Entendons-nous bien : par « tolérance » je ne veux pas dire que les journaux satiriques ne se font pas régulièrement accuser de sexisme, de racisme, d'antisémitisme, d'une manière qui montre bien qu'on ne sépare pas totalement l'humour de l'opinion – à juste titre, car l'humour ne fonctionne que s'il a un rapport avec la réalité, toute la différence résidant dans la manière dont il se fonde ou non sur certains préjugés concernant cette réalité. Je dis qu'il y a tolérance simplement parce que les reproches et indignations ne vont pas jusqu'au meurtre. Or, nous découvrons soudainement que la situation du discours critique, humoristique ou non d'ailleurs, est redevenue mortellement dangereuse, non pas tellement parce qu'il est susceptible d'être diffusé instantanément partout, mais parce qu'il est devenu facile de prononcer et de faire exécuter une condamnation à mort pour un délit qui n'est pas reconnu comme tel par le droit du pays où il a été commis³.

En effet, si les tueurs de *Charlie* étaient français, il est clair qu'ils n'agissaient pas dans un cadre de référence français mais en tant qu'exécuteurs d'une *fatwa* et mus par un fanatisme pour lequel les insultes à l'islam méritent la mort. On comprend que cette possibilité d'interférence entre des droits profondément étrangers les uns aux autres alerte les populations, de la même manière que, dans certaines régions du monde, on vit sous la menace d'être tué par un drone lancé par un État qui s'octroie le droit de justice hors de son territoire.

2. La revue jésuite *Études* a même republié sur son site plusieurs caricatures de *Charlie* se moquant des autorités ecclésiastiques, en revendiquant la capacité des croyants à se moquer d'eux-mêmes.

3. Damien Leloup et Samuel Laurent évoquent plusieurs jugements de tribunaux rappelant le droit à la caricature pourvu qu'elle ne constitue pas une incitation à la haine, dans *Le Monde.fr*, 14 janvier 2015.

L'AMBIGÜITÉ DES « VALEURS »

Les autorités de l'État, et les médias commerciaux qui n'en sont que la courroie de transmission, ont instrumentalisé l'horreur des deux massacres pour renforcer des mesures répressives visant particulièrement les musulmans, et pour prétendre que la seule manière de lutter contre de telles horreurs est le renforcement des dites « valeurs républicaines ».

Il y a un problème spécifiquement français dans le fait que le drapeau et l'hymne nationaux symbolisent non seulement, comme tous les drapeaux et les hymnes, le patriotisme et l'attachement à une nation fabriquée par le pouvoir centralisateur, mais aussi, en même temps, l'attachement aux valeurs promues par la révolution de 1789. Inutile de revenir sur l'hypocrisie de la devise « liberté, égalité, fraternité » lorsqu'elle est affichée par ceux qui interdisent, dépouillent, excluent ; inutile de rappeler la critique déjà ancienne des droits de l'homme abstraits, qui ne sont que des mots creux quand les conditions réelles empêchent de larges secteurs de la population d'en jouir. Mais il faut souligner comme plus vicieuse encore la conséquence de l'ambiguïté entre valeurs « fondatrices » (n'allons pas jusqu'à dire « révolutionnaires ») et valeurs « nationales », à savoir que, pour vouloir la liberté, l'égalité, la fraternité et les droits de l'homme, il faudrait vouloir la France. Comme si la France seule en était dépositaire, et que les adopter signifiait nécessairement recevoir l'influence bénéfique des Français, voire devenir français. Cette candide vanité, chez de nombreux Français pleins de bonnes intentions quant au vivre ensemble, fait au moins sourire. Certains pensent qu'il est beau que le drapeau tricolore puisse symboliser autre chose que la froideur de l'État ; moi je pense que c'est très dangereux. En effet, toute symbolisation créatrice et ouverte sera immédiatement récupérée par l'État à son avantage, par une réidentification entre la valeur nouvelle et la nation qui est censée en être la condition. Une toute première mesure d'émancipation consiste à séparer fermement nation et valeurs. Ensuite, on pourra – et on devra – réfléchir à l'autonomie des individus par rapport aux valeurs, afin qu'ils puissent se les donner par une critique de l'ensemble des traditions socio-historiques et non par un affrontement entre elles.

Dans cette optique, les protestations des associations et individus de culture musulmane contre l'injonction qui leur a été faite

de se désolidariser des attentats et de s'assimiler au camp des « bonnes » valeurs, sont certes plus que bienvenues face à ce qui constitue d'inadmissibles insultes, mais il ne faut pas qu'elles s'en tiennent à la dénonciation de cette confiscation du beau rôle par la nation française (ou, plus largement, par la culture « occidentale »). Il faut que soit dénoncée, dans toutes les sphères culturelles, la soumission de l'individu à la tradition dont il a hérité par le hasard de la naissance, et que soit valorisée la seule vraie liberté, celle de fonder son propre choix, par un retour lucide sur les influences qu'on a nécessairement subies.

L'ATTENTION AUX INDIVIDUS

La lucidité et la dénonciation sont donc clairement indispensables vis-à-vis d'un contexte international, produit par des gangs terroristes, étatiques ou non, qui banalise la violence et incite au meurtre comme seule résolution des divergences. Il reste cependant que certains individus cèdent à cette instigation et d'autres non. Il y a donc également urgence à comprendre ce qui permet le passage à l'acte de violence, d'autant plus qu'agir sur le potentiel meurtrier des individus semble un tout petit peu moins hors de portée qu'agir sur l'enracinement mondial de l'idéologie guerrière. Experts et militants ont avancé des explications sur les raisons qui ont pu motiver les deux tueries, chacun privilégiant sa grille de lecture théorique : inégalités sociales, échec des politiques d'intégration, discriminations et harcèlement policier, absence de perspectives d'avenir, montée du fanatisme religieux, radicalisation en prison, etc. Tout cela est exact, et pourtant aucun de ces facteurs n'est déterminant par lui-même, et même leur ensemble n'entraîne pas nécessairement le passage à l'acte vers la violence meurtrière – sinon il y en aurait bien plus. Depuis longtemps les études criminologiques ont mis en évidence cet autre élément fréquent de l'histoire personnelle des meurtriers : le fait d'avoir souffert de graves perturbations affectives pendant leur enfance. À cet égard, le portrait des frères Kouachi est édifiant : enfants privés d'affection, abandonnés à eux-mêmes par une mère seule qui n'arrive pas à nourrir et élever ses cinq enfants et qui finit par se suicider, alors que les deux frères ont 10 et 12 ans. Lorsqu'ils sont placés en foyer, ils ont déjà développé leur carapace à cette misère sociale et affective : pour l'un la violence gratuite et pour l'autre une pratique

assidue de la religion⁴. Comment comprendre la logique qui fait réunir dans un même foyer d'accueil des orphelins, des délinquants et des demandeurs d'asile, trois types d'enfants différemment mais tout autant traumatisés ? Et de les laisser ensuite, dès 18 ans, se débrouiller seuls, sans contacts, dans une société où il n'y a pas de place pour eux ? L'engrenage d'une délinquance de plus en plus violente est malheureusement banal ; son orientation islamique est une caractéristique de l'époque, favorisée par la population carcérale et par l'identification à une communauté opprimée, à l'échelle nationale et internationale. Du plus jeune, une femme du quartier qui organisait bénévolement des sorties pour les enfants témoigne :

« Chérif était un enfant comme les autres. Mais il n'aura pas reçu d'amour... Il a trouvé dans le fanatisme religieux la famille qu'il n'a jamais eue. Ils ont su lui monter la tête. En même temps, c'est facile de s'en prendre à des gamins aussi isolés et fragiles. Personne n'était là pour le remettre dans le droit chemin.⁵ »

Dans ce quartier désespérant, où les enfants traînent dehors sans but ni protection, les assistantes sociales demandent rapidement leur mutation, les éducateurs n'ont aucune idée de ce qu'il faut faire... Une autre militante du quartier conclut : « C'est une société entière qu'il faut condamner d'avoir laissé grandir des enfants dans une telle misère », avant de se reprendre : « Mais ce n'est pas une excuse pour tuer les autres et ne pas avoir le recul face à l'absurdité du fanatisme... ». Ce n'est pas une excuse, mais la question reste : quelle rencontre, quel discours, quelle expérience ou émotion aurait-elle pu les en détourner ?

QUE PEUVENT LES ANARCHISTES ?

Certains d'entre nous reprochent au mouvement anarchiste de ne rien faire pour changer la situation des « quartiers difficiles ». Mais quelle intervention utile pourrions-nous faire en tant qu'anarchistes ? Diffuser notre proposition politique, c'est largement illusoire : à qui vit depuis sa naissance dans de telles conditions, elle ne peut apparaître que comme pure utopie – c'est déjà le cas pour la majorité des jeunes qui n'ont pas de difficulté particulière. Par ailleurs, le problème dépasse de loin la dimension politique. C'est un

4. Témoignage dans le journal suisse *Le Matin*, en ligne le 10 janvier 2015.

5. Interview dans la revue en ligne *Reporterre*, 15 janvier 2015.

problème de perspective de vie, de projection de chaque individu dans un avenir qui ait du sens et un minimum d'intérêt pour lui. À ce point de manque, ce n'est pas en tant qu'anarchistes que nous pouvons répondre. Ce pourrait être en tant que psychologues et psychanalystes, enseignants, éducateurs sociaux, délégués syndicaux, toutes positions où se noue un rapport direct et concret entre individus, pendant un temps suffisant pour que chacun comprenne la manière de penser de l'autre et qu'une influence bénéfique puisse s'installer. L'inconvénient de ce rapport direct est qu'il ne touche que très peu de monde à la fois, et qu'après un certain temps on ne sait pas si les dégâts sont encore réparables. Une mesure de simple bon sens serait d'aider avant tout les parents, et en particulier les mères seules, à être disponibles pour leurs enfants et à pouvoir leur offrir des conditions de vie épanouissantes. À l'heure où l'aide sociale est de plus en plus difficile à obtenir même quand on y a droit, est-il raisonnable d'en appeler encore au bon vouloir de l'État ? Alors, y aller nous-mêmes, prôner l'organisation collective, l'entraide, la garde mutuelle des enfants ? Il faudrait y vivre et lancer l'initiative de l'intérieur, car toute intervention de l'extérieur paraîtrait à juste titre paternaliste et donneuse de leçons – sans compter que la plupart des « quartiers » sont contrôlés par les dealers, qui découragent par la violence toute émancipation de leurs proies. Il existe quelques initiatives d'auto-organisation que chacun, là où il se trouve, pourrait au minimum s'efforcer de faire connaître et de soutenir ; il y a des rencontres possibles lors de rassemblements de solidarité et de luttes pour des droits bafoués – mais l'expérience montre qu'il est difficile d'aller au-delà du ponctuel, vers une critique politique plus globale et vers la construction d'alternatives. Peut-être vaut-il mieux, dans la situation actuelle, renforcer ces deux actions, critique et constructive, et commencer de les répandre plus largement à partir des cercles qui nous sont les plus proches, les plus susceptibles d'y adhérer et de les faire se multiplier. Donner l'impression ainsi, à toute minorité qui se sent menacée, que décidément non, la population extérieure n'est pas un seul bloc serré en rangs derrière ses dirigeants et ses « valeurs » officielles.

Il y a surtout urgence à mettre toute notre énergie dans la réflexion sur nos moyens d'action et de prise sur cette société à reconstruire de fond en comble.

Annick Stevens